

## Enquête lyonnaise sur les « personnes sans logement ou hébergement fixe »

Interpellée par le réseau « Personne Dehors ! » et en réponse à une commande ministérielle adressée aux DDASS, la MRIE et le réseau ont réalisé une

**enquête sur la situation, les attentes et besoins des personnes sans logement ou hébergement fixe** (squat, à la rue, hébergement 115 ou chez des tiers). 84 structures lyonnaises (MDR, CCAS, missions locales, associations) ont accepté de participer et ont retourné à la MRIE des questionnaires remplis auprès des personnes concernées. En 15 jours, **l'enquête a recensé plus de 1000 personnes sur l'agglomération**. Toutefois, d'après les professionnels mobilisés et réunis le 23 octobre, il semble que **plusieurs milliers** de personnes soient en réalité dans cette situation.

Un rapport est en cours de rédaction ; une rencontre de restitution-débat sera prochainement organisée par le réseau « Personne Dehors ! ».

Contact : [jean-pierre.aldeguer@mrie.org](mailto:jean-pierre.aldeguer@mrie.org), [flora.paris@mrie.org](mailto:flora.paris@mrie.org) ou [david.grand@mrie.org](mailto:david.grand@mrie.org)

### A PROPOS DE ...

Et si nous nous présentions ? ...

Le SAO Drôme est une association militante très impliquée dans les politiques sociales. Ses missions principales sont : gestion du « 115 », accueil, orientation du public en grande précarité et veille sociale.

Le SAO innove en direction des personnes les plus démunies. Un exemple concerne la création du réseau Familles d'Accueil Relais pour les femmes victimes de violences. Le SAO souhaite développer un observatoire départemental de la grande précarité en partenariat avec structures, associations et institutions.

Pour plus d'infos : [saodrome@veillesociale26.org](mailto:saodrome@veillesociale26.org)

## Réseaux et partenaires

### QUELQUES DATES DE MANIFESTATIONS ET RENCONTRES

#### Le 17 et 18 novembre à Lyon

Le « **Bus DALO** » de la Fondation Abbé Pierre et du Secours Catholique sera à Bellecour !

#### Vendredi 28 novembre de 9h à 17h à Lyon

**La Cimade** et le collectif **Santé Étranger Rhône** invitent aux premières assises régionales « Étrangers malades : accès aux soins et au séjour en France »

#### Le 2 et 3 décembre à Saint Etienne

Journées professionnelles de l'**UNAFO** : « Fluidifier et sécuriser les parcours résidentiels »

#### Le 17, 18 et 19 décembre à Paris

Colloque **ATD Quart-Monde** : « la démocratie à l'épreuve de l'exclusion »

### DES ARTICLES ET PUBLICATIONS QUI NOUS ONT PLU

• Catherine Selimanovski : « **la frontière de la pauvreté** », 2008

• Cécile Brousse, Jean-Marie Firdion et Maryse Marsat : « **Les sans domicile** », 2008

Pour plus d'infos : [www.mrie.org](http://www.mrie.org)



14, rue Passet - 69007 Lyon

Tél. 04 37 65 01 93 - Fax 04 37 65 01 94

e.mail : [mrie@mrie.org](mailto:mrie@mrie.org) - site : [www.mrie.org](http://www.mrie.org)

Directeur de la publication : Jean-Pierre Aldeguer

Création graphique : Anne Demotz

# L'actu de la MRIE

## Travaux en cours

### La situation des populations d'origine Rom en Rhône-Alpes

Malgré l'entrée de la Roumanie et de la Bulgarie dans l'Union européenne, les Roms rencontrent toujours de grandes difficultés d'accès au logement, à l'éducation et à la santé. Elles sont en partie liées au durcissement de la législation sur l'immigration. La MRIE souhaite présenter les nouveaux cadres d'action mis en place pour répondre à l'urgence de la situation. Nous sommes intéressés par vos travaux et réflexions sur ce sujet.

Contacts : [Vanessa Tursic](mailto:Vanessa.Tursic@mrie.org) et [Jean-Pierre Aldeguer](mailto:Jean-Pierre.Aldeguer@mrie.org), [mrie@mrie.org](mailto:mrie@mrie.org)

### Les « invisibles » du logement

Dans le cadre de nos préoccupations sur le logement, nous avons engagé une étude sur les « invisibles du logement » dans la région Rhône Alpes. Il s'agit de s'intéresser aux personnes qui, n'ayant pas accès au logement classique, ont recours à des formes d'habitat alternatives comme le camping, la caravane, le camion, ou autre forme d'habitat « hors normes ». De même, toutes contributions sur ce sujet sont bienvenues.

Contact : [solene.lemaire@mrie.org](mailto:solene.lemaire@mrie.org)

### Accès et maintien dans l'emploi dans l'Est Lyonnais

Cette recherche action portée par Uni-Est, la Mrie, Aravis, et soutenue par la Région Rhône-Alpes, est un croisement de regards et d'expérience entre demandeurs d'emploi, intermédiaires de l'emploi et responsables d'entreprise. La dernière rencontre a eu lieu en novembre. Les résultats et propositions issus de ce travail seront présentés aux responsables du territoire et à d'autres acteurs le 11 décembre 2008.

Contacts : [laurence.potie@mrie.org](mailto:laurence.potie@mrie.org) [Nathalie.monnierbrabant@mrie.org](mailto:Nathalie.monnierbrabant@mrie.org)

### Préparation du Dossier annuel 2009

Comme chaque année, dans le cadre du Dossier annuel « *Pauvreté, précarités, exclusions* », la MRIE rassemble des statistiques, expériences et analyses de partenaires. Pour favoriser la co-construction de ce rapport, deux réunions de veille vont être organisées : une sur les questions d'emploi (le 11/12), une autre sur les questions de logement et d'hébergement (le 10/12).

Contacts : [jean-pierre.aldeguer@mrie.org](mailto:jean-pierre.aldeguer@mrie.org) [Flora.paris@mrie.org](mailto:Flora.paris@mrie.org)

## Infos MRIE

• **La MRIE sérieuse** ... La nécessité de mener une réflexion stratégique collective conduit la MRIE à convoquer ses administrateurs le 9 décembre prochain pour un conseil d'administration exceptionnel.

• **La MRIE besogneuse** ... Coup de pouce en cette fin d'année chargée, **Bertille Bellon** vient renforcer le secrétariat.

• Enfin, la **MRIE studieuse** accueille **Vanessa Pfeiffer**, en première année de master, qui vient effectuer un stage volontaire et travailler sur les Roms.



# la lettre de la

**mrie**

Mission Régionale Rhône-Alpes  
d'Information sur l'Exclusion

## Des mots pour...

### ... avancer ensemble

Dans son choix de mettre la démocratie participative au cœur de sa démarche et de ses politiques, le **Conseil Régional a décidé de s'adresser aux plus pauvres et aux plus précaires d'entre nous**, pour les écouter, dialoguer avec eux, soutenir des initiatives de participation et créer des **espaces communs d'échanges et de co-élaboration des décisions**.

Dans cette optique, la Région a proposé un **partenariat avec la MRIE et des associations de lutte contre l'exclusion**, ce dernier terme ne voulant plus dire grand-chose tant la pauvreté et la précarité s'étendent alors que les richesses s'accroissent pour une minorité et qu'une crise financière et économique grave a éclaté. Ce partenariat s'est élargi au moment de la **rencontre mondiale qui s'est tenue en décembre 2007 sur le thème** : « démocratie participative et développement », et a rassemblé 1500 personnes. Un collectif d'associations : « **K'ose toujours, citoyens ensemble et autrement** » s'est constitué à cette occasion pour préparer un forum sur la pauvreté lors de cette rencontre. Les participants à ce forum ont souhaité **lui donner une suite**, volonté partagée par la Région.

C'est pourquoi la décision a été prise d'organiser une **rencontre régionale intitulée : « Pauvreté et précarité, quelle démocratie participative pour quelles transformations ? »** qui a lieu le 29 novembre au Conseil Régional.

Je crois pouvoir l'affirmer: **aucune initiative régionale n'a connu une telle co-élaboration**, avec des dizaines d'associations, des syndicats, le CESR, des élus de tous les échelons, des professionnels. Cela constitue déjà en soi un événement.

Nous allons donner **priorité à la parole citoyenne et au dialogue avec les institutions**, à travers des ateliers le matin, sur les thèmes du chômage et de l'emploi, du pouvoir d'achat, de l'habitat et du logement, des services publics, du dialogue élus/associations/citoyens. Des élus de différents niveaux, de la commune au Parlement, seront présents. Une synthèse sera faite l'après-midi, par des citoyens confrontés à la précarité, suivie de discussions en petits groupes puis d'un débat en séance plénière. En fin d'ateliers et l'après-midi, tous et toutes seront invités à **proposer des suites à cette rencontre**.

**François AUGUSTE**

Vice-président du Conseil Régional, délégué à la démocratie participative

## A la une !

« **La carte vitale, c'est la carte bancaire** »

Secours Populaire, Revue Convergence n°285, octobre 2008



La Région Rhône-Alpes

## L'ARTICLE du MOIS

LES DEMARCHES PARTICIPATIVES, LEVIERS DE TRANSFORMATIONS

p.2

## L'ACTU de la MRIE

Enquête lyonnaise sur les « personnes sans logement ou hébergement fixe »

A propos ... du SAO Drôme

La situation des populations d'origine Rom en Rhône-Alpes

Bienvenue à ... Bertille et Vanessa

p.4

la lettre

## Les démarches participatives, leviers de transformations

Rhône-Alpes  
LA CITOYENNE



La lutte contre la pauvreté et pour l'exercice des droits de tous nécessite une participation forte des personnes confrontées à la précarité, tant pour la connaissance des situations vécues que pour l'interpellation des pouvoirs publics et de chacun dans la société, et pour la recherche de solutions élaborées ensemble.

Cette ambition, présente dès la création de la Mrie, a guidé les démarches « *Agir avec les plus défavorisés* » et « *Connaître avec pour agir ensemble* » construites avec les groupes d'habitants, les élus et les professionnels.

Mais si aujourd'hui cet impératif de prise en compte des plus pauvres est devenu une norme d'action publique et si « la participation » est, elle, devenue une norme politique, les conceptions, discours et prati-

ques laissent apparaître des divergences importantes, voire des paradoxes et des contradictions dans les engagements des uns et des autres.

C'est cette volonté de mieux connaître ces initiatives et d'agir ensemble pour que chacun ait les moyens d'exercer sa citoyenneté qui a conduit la Mrie à s'engager avec la Région Rhône-Alpes dans la préparation de la journée du 29 novembre « *Pauvreté, Précarité : quelle démocratie participative pour quelles transformations ?* ».

Cet article est l'occasion de commenter certains des enjeux<sup>1</sup> sur lesquels il nous semble important de progresser le 29 novembre, puis par la suite.

### « Participer, c'est d'abord exister collectivement »

Cette journée arrive en pleine crise du système économique, les conditions de vie des ménages modestes sont de plus en plus difficiles et l'inquiétude s'accroît sur ce que l'avenir réserve. Le risque est grand alors de tomber dans la fatalité, dans le silence, le repli sur soi.

La prise de parole, l'échange avec d'autres personnes vivant des situations similaires, est une première étape pour rompre cette fatalité et ces images négatives de soi, pour mettre en lumière les compétences et l'ensemble des ressources dont personne n'est privé.

C'est aussi un moyen pour dépasser « *l'hétérogénéité infinie des situations vécues de pauvreté et de précarité* », pour renforcer les liens sociaux, bâtir une parole collective et trouver des ressorts pour une action commune.

« Parler, c'est sortir de l'obscurité », « se dire ce que l'on vit et ce que l'on voudrait changer. »

Les exemples relevés lors de l'appel à projets lancé par la Région ou à travers le réseau « *K'Ose toujours* »<sup>2</sup> démontrent combien les initiatives issues de ces démarches collectives débouchent à la fois sur des actions concrètes et sur la création de relations sociales dans le quartier, la ville, le département. Ce sont tantôt des chômeurs qui créent leur association de recherche d'emploi (Pro'actif à Grenoble) tantôt des personnes bénéficiaires du RMI et des formateurs bénévoles qui organisent une association citoyenne incluant des acteurs économiques (Entractifs à Voiron), des associations de locataires qui se forment pour mieux pouvoir négocier avec leur organisme HLM (Equipe C.S.F à Bron), un collectif qui s'organise pour l'accès aux droits (Plateforme d'accès aux droits dans la Loire). Les fonctions de ces collectifs sont multiples : ce sont à la fois des lieux publics où s'exerce une citoyenneté, des espaces de médiation avec les élus, les administrations, les entreprises et des forums d'initiatives. La démocratie citoyenne ne s'exprime pas simplement lors de votes individuels (suffrage universel). Elle se vit en actes, à travers des collectifs.

<sup>2</sup> Composé notamment d'ATD Quart Monde, Association Villeurbannaise pour le Droit au Logement (Villeurbanne), CAP'Agir ensemble, Cause Commune(Grenoble), Collectif Paroles de femmes (région Rhône-Alpes), Entr'actifs (Voiron), Groupe du Mardi (Vénissieux), Maison sociale Cyprien les Brosses (Villeurbanne), Maison des solidarités Nelson Mandela (Valence), Mission Régionale d'Information sur l'Exclusion, Moderniser Sans Exclure, Portail Accès aux droits (Saint-Etienne), Stop Misère (Teisseire Malherbe - Grenoble).

<sup>1</sup> Cet article s'appuie en partie sur le texte de Mireille Flageul présenté sur notre site [www.mrie.org](http://www.mrie.org)

### « Démocratie en acte, démocratie inventive »

L'objectif partagé dans la préparation de la journée est d'aborder les démarches participatives comme des leviers possibles de transformations. Aujourd'hui, la dégradation de la situation économique et sociale, comme les incertitudes sur le court et moyen terme posent plus que jamais la nécessité de penser et mettre en place des solutions alternatives aux modèles qui vacillent. Il faut donc permettre aux démarches participatives de devenir aussi des démarches inventives, créatives, en réponse aux multiples problèmes posés.

Souvent, les élus et les techniciens de dispositifs privilégient les formes de participation construites de façon directive et « du haut vers le bas ». Elles contribuent à structurer la participation, à lui donner des règles de jeu, de la régularité et parfois une certaine efficacité.

Mais l'expérience démontre que les personnes en situation de précarité ne s'approprient que très peu ces modèles « institués ».

De nouvelles formes d'expression émergent dans les quartiers, les centres sociaux etc. Elles sont plus spontanées, avec des modes d'organisation plus souples et portent sur des préoccupations concrètes, précises, ancrées dans l'expérience des personnes en difficulté. Mais l'expertise des personnes en situation de précarité est très peu reconnue, voire rejetée par les élus et les techniciens !

Il ne s'agit pas, pour la Mrie, de choisir entre deux modèles, mais d'insister sur la nécessité de confronter cette expertise avec celle des autres acteurs institutionnels, professionnels et politiques.

« Comment faire pour qu'on ne nous écoute pas seulement quand les décideurs le décident, mais quand nous aussi, on estime qu'on a des choses à dire. »

### « Participer, c'est s'accepter comme différents et asso- cier ses savoirs »

Un des enjeux de la rencontre du 29 novembre résidera à la fois dans la place laissée aux habitants et dans les capacités de dialogue avec les élus et les professionnels.

Chacun, quel que soit son statut et sa condition est détenteur d'un savoir. Ce savoir reconnu quand il se fonde sur la science ou le pouvoir est souvent réduit à une portion congrue lorsqu'il s'ancre dans l'expérience et le vécu des personnes des milieux populaires.

Rompre ce cercle vicieux suppose d'accepter de remettre en cause un certain nombre de représentations sur lesquels nos dispositifs et raisonnements fonctionnent. Les exemples montrent qu'à partir de postures de dialogue et de méthodes d'échange réciproques, il est possible d'engager le travail commun et ce, sans perdre sa place d'habitant, d'élu ou de professionnel. Souvent, les participants notent que ces formes de rencontre, de prise de parole, d'écoute active, de production de connaissance et d'actions permettent à la fois de gagner en efficacité sociale mais aussi de progresser en donnant du sens aux engagements de chacun.

Une certitude pour autant, les modes d'actions participatives sont à inventer en permanence et doivent s'inscrire dans la durée pour produire du changement et de la coopération.

### « Participer, c'est s'engager des deux côtés »

La Mrie reprend à son compte le message du Conseil économique et social en 2003 sur l'accès de tous aux droits de tous par la mobilisation de tous : « *la mobilisation des personnes n'est pas suffisante si elle n'est pas accompagnée par la mobilisation de tous les acteurs* ». En effet, la participation n'est pas seulement du côté des plus pauvres ! Et quel renversement de sens ferions-nous si nous culpabilisons toutes les personnes en situation de pauvreté qui ne participent pas. Quelle responsabilité sur leur dos aussi, si nous n'insistons pas sur la responsabilité des élus, des représentants politiques à participer, à s'engager activement aux côtés de ceux qui vivent des situations de pauvreté et de précarité. Il s'agit bien sûr de donner des conditions d'existence, un pouvoir d'agir à une minorité souvent réduite au silence et très éloignée des espaces publics, mais il s'agit aussi de décider, de légiférer pour de réelles transformations pour plus d'égalité et de justice sociale. La démocratie participative est étroitement liée à la démocratie représentative.

Tel est l'enjeu de cette rencontre : pour les personnes de « *saisir au vol des oreilles qui veulent bien écouter* » ; pour les élus de s'en saisir vraiment à leur niveau de responsabilité.

N.B : les citations présentées en italiques sont issues de la préparation de la rencontre du 29 novembre prochain.

Contacts :

[Jean-Pierre.aldeguer@mrie.org](mailto:Jean-Pierre.aldeguer@mrie.org)

[Nathalie.monnierbrabant@mrie.org](mailto:Nathalie.monnierbrabant@mrie.org)